

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 03/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DU ROUERGUE

Route de Cahors
BP 234
12200 Villefranche-de-Rouergue

Références : 12-CARMIN-2024-07
Code AIOT : 0006803034

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DU ROUERGUE implanté La Maladrerie 12200 Villefranche-de-Rouergue. L'inspection a été annoncée le 17/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DU ROUERGUE
- La Maladrerie 12200 Villefranche-de-Rouergue
- Code AIOT : 0006803034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de gneiss autorisée par arrêté préfectoral du 21 novembre 2005 pour une durée de 30 ans et une production moyenne annuelle de 50 000T.

La carrière dispose d'une installation de traitement des matériaux.
La carrière n'était pas en activité le jour de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Localisation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 22	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Production	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 3	Sans objet
3	Aménagements paysagers	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 14.3.1	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 14.4.1	Sans objet
6	Prélèvements d'eau naturel	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 25.2	Sans objet
7	Eau de lavage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 25.3.1	Sans objet
8	Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 25.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas décelé de non-conformités. Le plan d'exploitation devra être revu afin de prendre en compte les limites de l'autorisation conformément à l'arrêté préfectoral et non les limites parcellaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre
Prescription contrôlée : [...] La surface autorisée en exploitation de carrière est repérée par le périmètre PA repéré A-B-C1-C2-C3-D-E-A sur le plan joint et constitue l'annexe la au présent arrêté.A l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE est repéré par le périmètre 1-2-3a-3b-3c-4-5-1 figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe 1a au présent arrêté.

<p>Si le plan local d'urbanisme approuvé permet l'exploitation de carrière sur la parcelle cadastrée section G n° 231, la surface autorisée en exploitation de carrière est étendue à cette parcelle 231 et le périmètre autorisé est repéré par le périmètre PA repéré A-B-C-D-E-A sur le plan joint et constitue l'annexe 1b au présent arrêté et à l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE est repéré par Le périmètre 1-2-3-4-5-I figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe 1b au présent arrêté.[...]</p> <p>Les installations de traitement des matériaux sont autorisées à l'intérieur du périmètre F-G-H-I-F situé sur les parcelles cadastrées section H n° 1436, 1437 (pour partie) et 1281, mis à part le concasseur primaire situé sur la parcelle cadastrée section G n°6 à proximité du point A.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le plan d'exploitation consulté datant de février 2024, le périmètre d'autorisation reporté par le géomètre correspond aux données parcellaires et non au périmètre figurant en annexe de l'arrêté préfectoral. A ce titre, il n'a pas pu être vérifié sur site le respect des différents périmètres.</p> <p>D'après géoportail urbanisme, la parcelle 231 section G permet l'exploitation de la carrière sur cette parcelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'établir un nouveau plan en reportant les limites de l'autorisation figurant sur l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6mois</p>

N° 2 : Production

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Production</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La production moyenne annuelle est de 50 000 tonnes et le rythme de production n'excède pas l'équivalent d'une production annuelle de 100 000 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données de production depuis 2009 montre une moyenne annuelle de 60 761T.</p> <p>La production n'a jamais atteint 100 000T.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Aménagements paysagers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 14.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements paysagers</p>

Prescription contrôlée : La partie des chênaies du Puech de Mespoul et du Roc Rouge située à l'intérieur du périmètre PP sera maintenue en l'état et entretenue sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Les chênaies du Puech de Mespoul et du Roc Rouge ont été conservées et sont laissées à l'état naturel (forte déclivité). Celles-ci permettent de constituer un écran visuel afin de limiter les points de vue sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 14.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux ne pourra être conduite qu'entre les cotes 262m et 431 m NGF. L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage figurant : - en annexe IIb1 à IIb6 , si le plan local d'urbanisme approuvé permet l'exploitation de carrière sur cette partie de la parcelle cadastrée section G n° 231, - en annexe IIa1 à IIa6, dans le cas contraire.[...]
Constats : Le carreau d'exploitation se situe à des cotes comprises entre 261 et 263 m NGF. L'exploitation se trouve actuellement en fin de phase 4 avec un léger retard sans conséquence. Le plan local d'urbanisme actuel permet l'exploitation de la parcelle 231 section G. Celle-ci n'a pas été exploitée mais doit être confirmée par le plan mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée, sur lequel figurent : <ul style="list-style-type: none"> - les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci, - les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, - Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, - la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 20 ci-dessus. - L'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le[s] borne[s] de nivellement ; - les pistes et voies de circulation ; - les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte... - les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux...

<p>Constats :</p> <p>Le plan consulté datant de février 2024 fait apparaître l'ensemble des éléments demandés hormis l'emplacement des bornes.</p> <p>La limite d'autorisation et la limite des 50 mètres devront être revus afin de correspondre aux limites décrites en annexe de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la limite d'autorisation du plan d'exploitation (incluant la parcelle 231 section G autorisée à l'exploitation) et de compléter celui-ci par l'emplacement des bornes (nivellement et autres).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6mois</p>

N° 6 : Prélèvements d'eau naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 25.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie où exercice de secours, sont limités au prélèvement d'eau dans La Doulouze pour une quantité maximale journalière d'eau prélevée de 20 m3 et ce pour un débit instantané maximal de 80 m3/h.</p> <p>Le point de prélèvement des eaux est situé dans la Doulouze à hauteur de la carrière. Les ouvrages de prélèvement dans le cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. La conception du point de prélèvement est telle qu'un débit réservé de 12 l/s sera maintenu dans le ruisseau de la Doulouze (en cas de débit inférieur à 12 l/s, le prélèvement est interdit).</p> <p>L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé, Le relevé est effectué hebdomadairement et les résultats sont inscrits sur un registre.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a plus de lavage de matériaux sur le site de la carrière depuis 20-25 ans d'après l'exploitant. Il n'y a donc plus de prélèvement dans le ruisseau de la Doulouze.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Eau de lavage des matériaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 25.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement de matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu</p>

de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.
Constats : Il n'y a plus de lavage des matériaux sur l'installation de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 25.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement et les eaux d'exhaure du carreau des installations sont dirigées gravitairement vers les bassins de décantation des eaux de lavage des granulats de la carrière. Une ceinture en terre de hauteur suffisante sera maintenue en bordure du carreau des installations afin d'éviter tout écoulement d'eau vers la Doulouze. Les eaux de ruissellement et les eaux d'exhaure du carreau de la carrière sont dirigées gravitairement où elles s'infiltreront.
Constats : Les eaux de ruissellement du carreau de l'installation de traitement sont dirigées gravitairement vers les anciens bassins de décantation des eaux de lavage. Deux de ces bassins se sont végétalisés, le dernier est nettoyé lors de la reprise d'eau pour l'abattage des poussières au niveau des pistes. Les eaux de ruissellement au niveau du carreau de la carrière s'infiltreront. Un merlon est présent en bordure du ruisseau de la Doulouze.
Type de suites proposées : Sans suite